



HAL
open science

Du bon usage du libéralisme : en lisant Raymond Boudon

Gil Delannoi

► **To cite this version:**

Gil Delannoi. Du bon usage du libéralisme : en lisant Raymond Boudon. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2005, 55 (1), pp.193 - 195. hal-03568947

HAL Id: hal-03568947

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03568947>

Submitted on 12 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

à réfléchir à ce que serait la décision *juste* ? Je plaide, pour ma part, sans pouvoir développer ici, pour une prise en charge par les politistes du travail théorique consistant à fonder en raison les décisions publiques telles non pas qu'elles devraient être adoptées par les décideurs, mais telles que le corps social devrait se les approprier¹. Mais on s'éloigne là considérablement de ce qui pouvait ressortir au propos et au projet d'un lexique. En l'état, ce précieux *Dictionnaire des politiques publiques* remplit amplement ses fonctions et est assuré d'un succès qu'il mérite largement.

Pierre FAVRE
Institut d'études politiques de Grenoble

Du bon usage du libéralisme. En lisant Raymond Boudon²

Bonne question. Mais la formulation pose un premier problème. Comment comprendre une question qui comporte « intellectuels », « n'aiment pas » et « libéralisme » ? Il faut un préambule pour situer les réponses de Raymond Boudon dans leur contexte et selon leur finalité.

Dans la langue idéologique courante d'aujourd'hui, en particulier en France, quelles sont les notions évoquées par « libéralisme » ? Une société reposant sur la croissance économique, un marché plus fort que l'État, une importance des intérêts individuels, une vision productiviste du monde. Dans d'autres pays, le terme « libéral » n'est pas tellement en usage pour désigner ces mêmes phénomènes. Ceux-ci, au demeurant, n'en sont pas moins discutés. Économie de marché ou capitalisme remplacent alors libéralisme. L'objet est sans doute plus clair et plus restreint. Et la même question est posée à propos des relations spécifiques que les intellectuels entretiennent avec ces réalités contemporaines.

Dans son essai, Raymond Boudon retient l'intérêt politique, historique et épistémologique de la question, de préférence à son intérêt philosophique et éthique. Sur ce deuxième point, l'état de la question, il est vrai, n'a pas été bouleversé depuis l'origine de la philosophie. Dans l'antique apologue pythagoricien, les hommes se partagent en trois catégories fondamentales : certains recherchent la gloire, certains recherchent la richesse et les autres les regardent, à l'image des Jeux olympiques où les spectateurs sont venus assister à la glorieuse compétition, tandis que les marchands font des affaires à proximité. Or, parmi les spectateurs, ajoute l'apologue, la plupart sont passifs, mais une minorité cherche encore autre chose, ceux-là sont les philosophes et ils cherchent la vérité. Qui sont-ils aujourd'hui ? Philosophes, scientifiques, savants ou « honnêtes hommes » cultivés... C'est dans cette catégorie approximative que R. Boudon se place et s'interroge. Les « intellectuels » modernes sont un cas particulièrement difficile. Il leur arrive de changer de place pendant le spectacle, tantôt spectateurs, tantôt acteurs. Et la question fondamentale jaillit aussitôt de sa boîte : font-ils partie du nombre de ceux qui cherchent la vérité ? Ni oui, ni non, si l'on veut bien embrasser la complexité du sujet. D'abord, à quoi correspond l'intellectuel visé par le terme « les intellectuels » ? Il s'agit des intellectuels en majorité, non en totalité ; donc de l'intellectuel typique, tendanciel, normal au sens statistique. Cette convention est un raccourci nécessaire au genre de l'essai.

Un intellectuel qui ne se soucie guère de la vérité n'est en fait qu'un idéologue. Il s'éloigne lui-même de notre sujet. Mais un intellectuel n'est pas non plus un contemplatif. C'est quelqu'un qui intervient directement ou indirectement, à plus ou moins bon escient, dans la politique et la culture. D'ordinaire, quand on veut le classer dans l'opposition traditionnelle entre philosophe et sophiste, l'intellectuel, en principe, se range plus près de Socrate que de Gorgias. Il ne vend pas ses compétences au plus offrant. Nul besoin, d'ailleurs, d'adhérer à l'idéal socratique, ni à la théorie platonicienne pour refuser d'être ce que Tocqueville nomme, dans le contexte moderne, un « vendeur d'idées », un sophiste. En sens inverse, il ne suffit pas de balayer d'un geste méprisant la rhétorique publicitaire et commerciale pour échapper à la sophistique contemporaine. Celle-ci déborde de beaucoup le simple échange commercial. Où est la continuité socratique ? Elle est dans le fait qu'un libéral comme Tocqueville s'étonne de

1. Je tente, dans un livre à paraître, de retisser les liens nécessaires entre science politique et théorie politique normative. Cela impose en amont de redéfinir le statut épistémologique de la discipline.

2. Raymond Boudon, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2004, 242 p.

l'agitation propre à la société productiviste, se méfie de son matérialisme et de son individualisme. La permanence de la question philosophique revient en gros à cette constatation : de nombreux libéraux préfèrent la société libérale à ses contraires, mais peu l'aiment. Si l'on excepte quelques libéraux militants, on constate que l'attitude libérale, quand elle est héritée des Lumières et suffisamment désabusée de son progressisme initial, s'apparente au choix du moindre mal : la société libérale est moins mauvaise que les propositions alternatives disponibles jusqu'à nouvel ordre. C'est assez proche de l'aphorisme churchillien sur la démocratie, le pire des régimes à l'exception de tous les autres. Nul enthousiasme. Rares sont les intellectuels prêts à soutenir que le but de la vie est la puissance, la richesse, la compétition ou l'agitation. Comme dans la fable de Mandeville, certains vices privés sont libéralement devenus des vertus publiques, mais ils n'en sont pas pour autant vertus à part entière. C'est en politique plutôt qu'en morale que libéraux et progressistes ont adopté les critiques que Voltaire lance contre Pascal et qui forment la conclusion des *Lettres philosophiques*. Sur la condition humaine, ces critiques sont superficielles et médiocres, mais, en tant que programme politique des Lumières, elles ont un sens : l'humanité doit être orientée vers l'activité plutôt que vers le renoncement. Par le travail, on éloigne l'ennui, le vice et le besoin, dit-on dans le jardin de *Candide*. Reste à savoir jusqu'à quelles quantités et natures d'activité vaut ce précepte ?

La perfection morale étant laissée de côté, l'inverse hypothétique de la question ne serait donc pas : « pourquoi les intellectuels aiment-ils le libéralisme ? » Néanmoins, la formulation retenue peut suggérer cette hypothèse. La meilleure formulation aurait été : « pourquoi les intellectuels détestent-ils le libéralisme ? » Cette variante ne crée pas un grand écart ; elle apporte nuance et précision. Ainsi formulé, hélas, le problème subsiste et, à la lugubre lumière du 20^e siècle, il persiste, c'est le moins qu'on puisse dire. Nombre d'intellectuels se sont ouvertement déclarés contre le libéralisme et ont pris les virages dangereux des despotismes et des fanatismes. Et beaucoup restent tentés, surtout hors d'Europe, par le nationalisme, la dictature ou le fondamentalisme. L'Occident propose, dans un genre différent, un hyperdémocratisme verbeux qui se retourne parfois contre la démocratie et la liberté. Par conséquent, la question est : pourquoi détestent-ils le libéralisme au lieu de le critiquer ? Existe-t-il ce que R. Boudon appelle un « illibéralisme » ? Que vaut-il ? Quelles sont ses causes, quels sont ses effets ? En quoi consiste-t-il ?

À première vue, un antilibéral n'aime pas le marché, se méfie de la démocratie sous sa forme politique populaire, tend à restreindre la libre et sereine discussion dans la vie intellectuelle, procède par intimidation, censure et autocensure. Le décrire ainsi, c'est déjà le contredire. Voici la controverse qui s'ajoute à la question. Pour la comprendre, il faut suivre les exemples et les arguments de R. Boudon. Après les explications vient l'autre aspect : ils le détestent, mais devraient-ils l'aimer ? Cette seconde question reste un peu en suspens au fil de cet essai. Elle est là et n'y est pas. On peut comprendre que R. Boudon souhaite que le libéralisme soit mieux évalué et mieux défendu, et non pas qu'il soit adoré. Ce dernier point qui provoque les passions n'en sollicite pas moins la raison et le raisonnable. Pour avoir été, pour être appréciable, défendable, le libéralisme le restera-t-il toujours ? De quel libéralisme parle-t-on parmi tous les libéralismes possibles ? Sous quelle forme ? Pour quelle époque ? Dans quel devenir ? Face à quels défis ?

PREMIÈRES EXPLICATIONS

Constat initial : les idées illibérales dominent aujourd'hui les intellectuels, entendons la plupart d'entre eux. Pourquoi ces idées-là ? Pourquoi leur succès ? Les deux questions sont abordées dans cet ordre.

La porte du libéralisme s'ouvre ici au moyen d'une définition historique. Libéral signifiait « homme de progrès » et ce mot péjoratif manifestait d'abord la condescendance des conservateurs du 19^e siècle envers les idées nouvelles¹. En Amérique du Nord, le terme – qui a conservé, en partie, la marque de cette ironie « tory » contre l'esprit « whig » – demeure progressiste, voire « de gauche ». Autre source : les Lumières, surtout les anglaises, celles de Locke, Hobbes, Smith². Images et notions varient selon ces auteurs, mais leurs points communs appartiennent à la sphère du libéral. Montesquieu, suppose-t-on, pourrait être du nombre. Mieux encore, au-delà des lieux et des époques, est désigné « libéral » celui qui décèle une

1. *Ibid.*, p. 22.

2. *Ibid.*, p. 49.

égale dignité humaine (« *decency* ») chez tous les hommes, veut l'établir, la renforcer et refuse par conséquent la perpétuation de l'oppression et de la misère. Une telle définition était fondée soit sur l'universalité, soit sur la rationalité ou, au moins, sur un minimum vital d'humanité¹. Le projet est modeste, primordial et non téléologique. Cette modestie le distingue fortement des religions et de toutes les formes de croyances dogmatiques. Admettons ces prémisses qui sont plus vraies que fausses.

Dans la description de R. Boudon, l'existence d'idées hostiles à ce libéralisme-là tient à une série de causes : premièrement, la place des intellectuels est incertaine, fragile et secondaire dans les sociétés contemporaines ; de plus, les effets pervers de cette société sont mal compris ou trop peu corrigés ; s'y ajoutent certaines idées fausses, mais complaisantes envers des idéologies non libérales, ainsi que les attentes impatientes ou désespérées d'un public insatisfait. Le contenu même des idées libérales et antilibérales, leur charge critique et utopique, ne serait-il pas plus déterminant que cela dans le phénomène observé ? R. Boudon réserve l'essentiel de cet examen substantiel pour sa deuxième partie, l'explication du succès des idées antilibérales. Commençons donc par les causes inhérentes à la situation des intellectuels.

(1) Les intellectuels détestent l'économie de marché parce qu'elles ne leur apporte pas les rémunérations matérielles et symboliques conformes à leurs attentes.

(2) Les intellectuels outrepassent leur nécessaire fonction critique. Ils ne se contentent pas d'identifier certains défauts, d'entretenir certains idéaux, mais préfèrent condamner en bloc. Cette position théorique n'est pas sans rapport avec leur situation de clercs sans clergé. Les intellectuels se tiennent entre les privilégiés et le vulgaire. Sont-ils semblables à Machiavel qui trouvait que sa position intermédiaire entre les puissants et le peuple était propice à la lucidité politique ? Le paradoxe des intellectuels est de se vouloir à la fois supérieurs à la moyenne et proches du peuple, et néanmoins de ne vouloir être ni aristocratiques ni populistes. L'équation est difficile.

(3) Autre explication puisée dans le sillage de Spencer et de Hayek : les intellectuels préfèrent la volonté organisatrice, l'ordre planifié. Ils se sentent plus proches d'un ordre construit que d'un ordre spontané, plus proches de l'État que du marché. Le militaire et l'administratif sont leurs modèles implicites, quoi qu'ils en pensent. L'intellectuel, souvent soucieux de sa liberté personnelle pour son propre usage, est pourtant enclin à manipuler l'indépendance des autres, à dicter et ordonner les conduites².

(4) Cause idéologique : R. Boudon constate la survie active d'un marxisme simplifié³. Les schémas explicatifs sous-jacents sont plus tenaces que les expériences historiques grandeur nature. En dépit de l'horreur politique et de la faillite économique du communisme, certains schémas ont perduré sous une forme appauvrie. Le partage du monde entre bons et méchants, avec pour seule différence sensible le fait de dominer ou d'être dominé, est d'une simplicité robuste qui aurait surpris ce qu'il y avait d'un chercheur toujours curieux chez Marx lui-même.

(5) R. Boudon estime que certains schémas, parvenus à un grand degré de simplisme, énoncent sous des dehors savants une simple théorie du complot⁴. Tous les maux du monde sont ramenés à une cause unique, puis à une personne (groupe ou réseau) unique. La cause unique de tous les maux conduit à la dénonciation des coupables. La juste critique dégénère en soupçon généralisé. Une telle intransigence obsessionnelle finit souvent par s'attaquer à la possibilité d'une activité intellectuelle désintéressée.

(6) Le sixième type de cause est illustration et effet de la précédente. L'analyse fondée sur le soupçon et la dénonciation provoque des erreurs de jugement qui entraînent des actes pernicieux ou incohérents. R. Boudon prend plusieurs exemples, notamment celui de la politique scolaire. La volonté de détruire la « culture bourgeoise » a renforcé et non réduit l'inégalité des chances entre élèves⁵. Le soupçon, qui nuit à l'efficacité d'ensemble de l'instruction publique, doit être qualifié d'antilibéral et d'antidémocratique. L'égalitarisme de principe a des résultats inégalitaires. Le marché, dans de tels cas, fait, plus souvent à tort qu'à raison, figure d'accusé, pour des motifs idéologiques et moralisants qui masquent en fait d'autres causes plus équivoques.

1. *Ibid.*, p. 123.

2. *Ibid.*, p. 25.

3. *Ibid.*, p. 34-35.

4. *Ibid.*, p. 41.

5. *Ibid.*, p. 44-45.

(7) C'est le penchant pour les schémas simples, univoques, unilatéraux et totalisants qui est en cause. R. Boudon donne quelques exemples de ces clefs universelles qui servent à tout et n'ouvrent plus rien d'intéressant : la socialisation, les structures, la volonté de puissance, le ressentiment, le mimétisme. Des concepts éclairants se sont durcis en théories obstinées et aveuglantes. Le monde humain n'est pas fonction d'un seul facteur, ni construit sur un seul ressort ¹.

(8) En juxtaposant plusieurs des causes précédentes, on obtient : soupçon + déterminisme + explication unilatérale. Cette formule a pour rôle de contester, déconsidérer, écraser la notion libérale et démocratique d'autonomie ². Cette notion même d'autonomie est jugée incompatible avec la science. Ce jugement hâtif se fonde sur une vision positiviste de la science ou sur une dogmatique *pseudo*-scientifique tirée des postulats des sciences sociales. Il est, bien sûr, évident que l'être humain est soumis à des forces, mais il n'est pas évident pour autant qu'il soit seulement et uniquement soumis à des forces. Selon R. Boudon, passions, contingences, zones d'incertitude et d'autonomie entrent aussi dans la destinée humaine.

(9) Dans ces explications il faut réserver une place particulière au culturalisme, qui est, chez de nombreux intellectuels, la racine du relativisme. La part d'universalité postulée par les Lumières a disparu ³. Tout se vaut et rien ne permet de communiquer ou de hiérarchiser à l'intérieur des cultures ou entre elles. Pour R. Boudon, ce culturalisme est le ferment d'un particularisme sans fin et la justification idéologique d'un narcissisme intellectuel, communautaire, parfois quasi tribal.

(10) Toutes ces causes ramènent au mécontentement de l'intellectuel contemporain. Sa misère ne va pas cependant sans un reliquat de grandeur proclamée : les bonnes pensées et les justes soupçons donnent encore un peu de lustre. Étant seul lucide, sorti de la caverne, délivré du sens commun, notre intellectuel est apparemment en position avantageuse ⁴. Maître du soupçon, il n'est pas dupe. Connaisseur des forces en présence, il en saisit l'ensemble du haut de son promontoire théorique. Bienveillant, il est apte à juger, légiférer, condamner. Sa jurisprudence est la meilleure. Comment justifier une telle supériorité ? demande R. Boudon. Et si cette justification est possible, quelle place reste-t-il à la démocratie ? Cette excellente question s'affaiblit quand on estime, comme l'auteur de l'essai, que ces prétentions sont souvent injustifiables et parfois dangereuses.

Nous voici au seuil de la question suivante, relative au succès de ces idées illibérales. Première hypothèse : la frustration et le ressentiment des intellectuels ont leur équivalent dans la population. Intellectuels frustrés et non-intellectuels insatisfaits se donnent la réplique : « le mécontentement est un marché que l'on peut se donner la peine d'exploiter » ⁵. Sans doute. Mais, côté méthode, nous assistons ici à la substitution, chez R. Boudon, du « marché » comme explication simple à celle du « capital », l'autre schéma, plus en faveur chez les intellectuels critiques. Un déterminisme du capital est chassé par les effets « déterminants » du marché. En remplaçant simplement l'influence du capital culturel par les effets du marché intellectuel, on se prive de toute l'utile distinction idéologique entre le cynisme et le fanatisme. Quand des idées sont des instruments d'influence, de pouvoir, l'utilisateur y croit-il vraiment ou en use-t-il en toute habileté ? Ces deux manières de manipuler la frustration sont courantes, mais différentes. Tartuffe est le virtuose qui parvient à les réunir et les confondre. R. Boudon ne s'attache pas à cette différence et préfère souligner la distinction qu'il fait entre « idées utiles » et « idées vraies ». Soit, d'une part, les idées utiles à quelqu'un ou quelque chose et pourtant dépourvues de la rigueur et de la cohérence propres à un souci de vérité. Et, d'autre part, les idées vraies, celles qui apportent quelque chose de limité, mais de neuf, qui réduisent l'ignorance indépendamment de la position de l'observateur. Par exemple, l'idée de complot est doublement « utile » : elle donne une explication simple et facile, mais en outre, elle dispense ses adeptes de toute responsabilité dans leurs propres échecs.

Faisons une pause avant d'examiner les succès idéologiques contemporains. Sur de tels sujets, l'esprit humain est contraint à un va-et-vient constant entre faits et valeurs. Utile et vrai ne coïncident pas plus que réel et idéal. La division proposée par R. Boudon est assez claire : la cause d'une idée n'est pas toujours identique à la cause de son succès. Certes, quelquefois, le

1. *Ibid.*, p. 65-66.

2. *Ibid.*, p. 67.

3. *Ibid.*, p. 99.

4. *Ibid.*, p. 70.

5. *Ibid.*, p. 79.

ressort psychologique, la passion cachée ou l'utilité sont identiques, mais, en traitant à part la question du succès idéologique, R. Boudon élargit la question initiale. En somme, que représente un illibéralisme ambiant ? Un phénomène d'opinion ? Un état de société ? Un moment historique ?

L'ILLIBÉRALISME AMBIANT

Il semble qu'on puisse ranger les explications proposées dans les trois catégories que définissent les thèmes suivants : (1) le monde contemporain a une forte teneur en idéologie, (2) la culture démocratique de l'égalité pèse sur les idées et les comportements, (3) le libéralisme est profondément méconnu par certains de ses adeptes et par tous ses adversaires.

Tout part de la condition misérable de l'« homo ideologicus » moderne. Simplisme, bêtise, manichéisme, non seulement sont causes de certaines « pensées », mais sont aussi les plus diligents agents de leur succès. Isaiah Berlin l'avait noté dans un texte sur Tagore ¹. La remarque est si juste qu'elle vaut également pour certains libéraux que l'art de la nuance n'embarasse pas, selon Berlin.

Comment préciser ce fait tendanciel ? On peut constater le succès historique de nombreuses exagérations : slogans, mots-clefs, schémas ². Quand c'est simple, tout le monde comprend, n'est-ce pas ? On peut aussi évoquer l'ignorance, celle du public et celle des intellectuels ³. Ce refus de savoir est illustré, selon R. Boudon, par la résistance que rencontrent les analyses d'auteurs tels que Tocqueville, Weber, Simmel, Lazarfeld, au profit de quelques autres, plus pauvres ou plus exaltants. Autre recette de succès : surévaluer les effets pervers plutôt qu'essayer de les réduire ; ou nier leur existence par une théorie du complot. Telle critique, très justifiée sous sa première forme, en devenant systématique finit par bloquer toute idée de réforme. L'institution critiquée est vouée à la négation plutôt qu'à l'amélioration ⁴.

La situation décrite par R. Boudon caractérise une époque où les passions de l'égalité (au sens de Tocqueville) interfèrent avec un relativisme culturel ambiant et prospèrent en même temps que lui. Quand tous les points de vue s'équivalent et ne peuvent être comparés ni mesurés, seule la pure technique demeure efficiente et légitime. Dans ce contexte, l'autorité est masquée, mais agissante. Un « politiquement correct » démocratique en un sens, antidémocratique en un autre, dicte sa loi et ses mœurs, intimide, interdit et fait obstacle à certaines formes de connaissance ⁵. Toute contrainte passe pour antidémocratique. La langue est « fasciste » et ainsi de suite. La morale, par nature étrangère aux critères techniques de compétence, loin de servir de frein, se transforme en moralisme paresseux, mais vindicatif ⁶. Le moraliste, au lieu d'essayer de comprendre, se contente de sentir. Contrairement aux apparences, tout cela ne profite pas à l'esprit critique, car celui-ci suppose un minimum de connaissance désintéressée de son objet. La haine remplace la critique. La facilité démocratique suit la pente médiatique : deux tyrannies s'y installent, celle de l'opinion majoritaire, celle de la minorité active.

Notre auteur éprouve alors un grand regret épistémologique : la sociologie dégénère en sociologisme, en « tout est social ». Individus, groupes, à l'image de l'intellectuel, repoussent ainsi leur responsabilité ou leur implication et attribuent toute réalité à l'effet massif et lointain de la totalité sociale. Ce sociologisme est ennemi de la sociologie, selon le sociologue auteur de cet essai. Dire que tout est social, y compris le plaisir esthétique, est à la fois évident et absurde. Dans ce genre-là, le genre du « tout est », l'exagération théorique se greffe toujours sur la banalité première. C'est confondre la condition initiale, selon laquelle il n'y a pas d'humanité sans société, et la totalité d'un phénomène. Ainsi, on fera aussi bien la même confusion en clamant que « tout est » biologique ou génétique ou économique ou politique. La charge d'allure scientifique contre le « sens commun », dès qu'elle devient systématique, relève de la même maladresse. Le sens commun n'a ni toujours raison, ni toujours tort. Il est apte à saisir certains effets pervers (par exemple, que le libre échange mondial produit aussi le travail des enfants) ⁷.

1. Isaiah Berlin, *Le sens des réalités*, Paris, Éditions des Syrtes, 2003.

2. Raymond Boudon, *op. cit.*, p. 82.

3. *Ibid.*, p. 132.

4. *Ibid.*, p. 131.

5. *Ibid.*, p. 141.

6. *Ibid.*, p. 147.

7. *Ibid.*, p. 221.

Cette explication critique conduit à un plaidoyer. La plupart des antilibéraux sont, pour R. Boudon, des libéraux qui s'ignorent ou se trompent de cible. Dans certains cas, sur certains points, si l'on s'en tient à la définition initiale du « libéral », l'argument est plausible. Mais est-il convaincant dans l'ensemble ? Peut-être pour un usage critique et satirique, pour relever les incohérences d'un antilibéralisme confus. Contre le relativisme, cela consiste à dire que la laïcité est universalisable et tolérable précisément parce qu'elle est fondée sur la particularité et la diversité des religions¹. On doit admettre aussi que le relativisme intégral, non seulement se contredit lui-même, mais favorise, derrière un paravent de tolérance, une intolérance qui repose sur le mépris de toute forme d'argumentation. Refuser qu'une croyance soit imposée par la propagande ou l'intimidation ne saurait être une croyance parmi d'autres. Enfin, pour R. Boudon, si le libéralisme est compatible avec la recherche d'une connaissance désintéressée, c'est parce qu'il ne constitue pas une « vision du monde »².

Ce n'est pas très convaincant. Si l'on appelle « vision du monde » le trésor cadenassé sur lequel veillent de nombreuses doctrines (religieuses, séculières, totalitaires), c'est entendu. Il faut dire en conséquence que le libéralisme propose une vision moins autoritaire, moins fermée, moins définitive. Mais en deçà ?

LE LIBÉRALISME EST-IL UNE VISION DU MONDE ?

Si la bonne réponse n'est pas absolument oui, peut-elle être vraiment non ? La conception libérale, surtout quand on la définit par les Lumières, les droits individuels ou l'économie de marché, est ouverte, incomplète, mais elle est loin d'être vide. En ce sens, elle est vision incomplète du monde, mais de quel monde ? R. Boudon est sensible à cette interrogation. Cependant, il met parfois sur le compte de l'antilibéralisme ce qui serait aussi bien attribué à un hédonisme contemporain et mercantile : par exemple, que les vocations pour les carrières scientifiques déclinent en raison de leur caractère ascétique³. Ou encore son amusante analyse des effets pervers de l'art contemporain : après avoir constaté certaines des impasses de cette forme d'art, son narcissisme, son avant-gardisme béat, son anomie du goût, R. Boudon l'explique par un excès de la demande sur l'offre, plutôt que par la crédulité du public⁴. Peut-être. Il est permis de songer à des causes plus profondes et moins mécaniques. Quoi qu'il en soit, s'il s'agit réellement d'offre et de demande, comme le dit R. Boudon, l'illibéralisme est, dans ce cas, beaucoup moins évident que le mercantilisme et le phénomène de mode.

Enfin, un sophiste contemporain aurait beau jeu de rétorquer à R. Boudon que, si les intellectuels répondent à la demande de mécontentement et gagnent par là popularité, notoriété et influence, après tout, ils ne font que s'adapter à la situation, jouer le jeu général. Est-il pensable que leurs motivations soient complètement coupées de celles de leurs contemporains ? Reprenons notre apologue pythagoricien : plus l'appétit de spectacle médiatique et de richesse individuelle sera élevé dans la société entière, plus la recherche désintéressée semblera difficile, excentrique, anormale.

Aujourd'hui, en 2004, il existe une vision libérale du monde, qui est aussi vision d'un monde libéral, au moins « par défaut », « en absence ». En voici quelques aperçus dans le désordre : l'équilibre social impossible sans croissance économique, la possession productiviste de la nature, l'hédonisme, « *time is money* », l'activité poussée jusqu'à l'agitation, la fascination pour la vitesse. On peut aimer cette situation, si l'on veut, mais cet amour ne va pas de soi. Quel est le devenir d'un tel état de société ? Son absence de vision dogmatique au sens strict autorise que des expériences diverses, un peu à l'écart, y soient pensables, possibles et leur promet même une existence marginale, en groupes ou réseaux, communautaires, démocratiques ou individualistes. Mais une telle perspective relève, en fin de compte, de l'accessoire.

Que la vision libérale minimale soit meilleure que bien d'autres n'est pas vraiment une révélation dans l'histoire moderne. Cette lucidité fut trop tardive pour beaucoup. R. Boudon devrait, il faut l'espérer, en convaincre ses lecteurs. Une telle vision ne mérite pas d'être exécutée. Peut-être restera-t-elle un moindre mal, sauf urgence écologique. Mais R. Boudon a peu de chance de convaincre un intellectuel ordinaire et un public perplexé qu'il convient de l'aimer.

1. *Ibid.*, p. 100.

2. *Ibid.*, p. 123.

3. *Ibid.*, p. 144.

4. *Ibid.*, p. 176.

Alors, la bonne question nous laisse finalement démunis, devant de nouvelles interrogations plus vastes et plus difficiles, qui ont trait à l'économie, au psychisme humain, à la technique et à la temporalité. Au degré de richesse atteint par nos économies de marché, quelle est la justification d'une accumulation matérielle sans fin, au détriment d'autres nécessités biologiques et culturelles ? Si le libéralisme se justifie par le refus de l'oppression et de la misère, ce n'est pas justifier pour autant l'enrichissement et l'hyperactivité. Depuis ses débuts, l'autosatisfaction libérale répète qu'un ouvrier occidental est plus riche qu'un chef indien. Misère de la statistique, même quand elle est exacte, surtout quand elle est exacte. Peut-être l'ouvrier, selon l'hypothèse, hésiterait-il au moment de choisir entre les miettes du confort moderne et le statut social d'un chef dans une société sous-développée. Mais, pour le chef indien, la réponse ne devrait pas faire tellement de doute. Richesse et confort semblent probablement irréversibles et indispensables pour celui qui s'est installé en eux, ce qui ne prouve rien de plus et ne constitue pas un argument dès que la famine et la pénurie sont vaincues.

Même en acceptant une vision du monde « par défaut », serait-il souhaitable d'atteindre un monde sans passion ? Monde légitimé de surcroît comme absence de passion sans monde, sans vision du monde ? Ce point, qui est touché sans être discuté par R. Boudon, est le point où le libéral, le démocratique et le technique s'imbriquent. Tel est notre destin actuel. Dynamisme en boucle, technique pour la technique, homme moyen rassasié de spectacle, destruction nécessaire au dynamisme économique étendue à la destruction de la nature. Ces nivellements et ces dangers ne sont pas comptabilisés dans le calcul libéral. Or, ce qui est justifié, rationnel, raisonnable à court terme ne l'est plus forcément à long terme. Les sources d'énergie fossile si lentement constituées ne sont-elles pas gaspillées par une conduite libérale et productiviste du monde ? Agitation, vitesse, accélération sont des symptômes inquiétants. On peut objecter que le progrès technique a déjà réduit à néant certaines craintes qui paraissaient pourtant raisonnables. Ce miracle est-il perpétuel ?

L'anticonformisme salutaire de R. Boudon survient à un moment délicat. Qu'on le veuille ou non, l'administration Bush s'interpose dans le débat. Ses adversaires européens lui reprochent souvent son « libéralisme », voire sa caricature de libéralisme. Mais, au même moment aux États-Unis, on publie des livres républicains hostiles et presque discriminatoires à l'égard des « libéraux »¹. Cette situation plutôt embrouillée oblige à répéter la question des définitions. Celle-ci est loin d'être close. Quelle accumulation de contresens, en effet ! En Europe, le mot « libéral » tend à exprimer une hantise de gauche envers l'économie de marché ; et le même mot, dans l'idéologie du président triomphalement réélu en novembre 2004, désigne l'adversaire démocrate, l'ennemi progressiste quasi décadent. Insulte de gauche en France, insulte de droite aux États-Unis, paradoxal croisement ! Dans un tel contexte, les essais de clarification sont indispensables. Qu'on l'approuve ou non, en bloc ou en détail, sur tel ou tel point, le livre de R. Boudon est un bon excitant. Il faut peut-être user des excitants avec modération. Or, l'excitant libéral fait partie de ces excitants particuliers qui ne sont authentiques que s'ils comportent une dose de modération dans leur composition comme dans leur usage. Pas de libéralisme authentique sans modération dans sa formule chimique. La formule intellectuelle libérale nécessite au moins trois ingrédients : l'esprit critique, le pluralisme et la modération. Lisez et jugez. Voilà qui sera libéral.

Gil DELANNOI
Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

1. Grand succès commercial aux États-Unis pour l'ouvrage d'Ann Coulter, *How to Talk to a Liberal (If You Must)*, New York, Crown Forum, 2004. Le titre se passe de commentaires.